

front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 40 / 5 OCTOBRE 1972 / PRIX : 0,50 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 / BP 47 / 69 397 LYON CEDEX 3



Mars 1949, 6 mois avant la victoire, le président Mao Tsé-Toung expose la juste ligne du P.C.C.

vive le 23^{me} anniversaire de la chine rouge

Le 1^{er} octobre la République Populaire de Chine a fêté dans la joie son 23^{ème} anniversaire.

Le 1^{er} octobre 1949, le président Mao-Tsé-Toung déclarait sur la place Tien An Men : "notre nation ne sera plus jamais une nation humiliée, nous sommes maintenant debout".

Le peuple chinois et son Armée Populaire, sous la direction de son Parti Communiste venaient de chasser l'impérialisme japonais, tous les impérialistes et leurs valets qui pillaient la Chine depuis des années. La Chine était indépendante, mais il n'y a pas de véritable indépendance sans socialisme. Après la victoire contre l'impérialisme et le féodalisme, le peuple chinois, sous la direction du P.C.C., a commencé à édifier le socialisme en Chine : développement des coopératives à la campagne, existence d'un puissant secteur d'état socialiste.

Aujourd'hui, 23 ans après, le socialisme a triomphé en Chine. Le socialisme c'est bien sûr de meilleures conditions de vie et de travail pour les ouvriers et les paysans : plus de famine, plus de chômage, plus de mères obligées de vendre leurs enfants, ou de se prostituer pour vivre. Mais tout cela ne serait pas si le prolétariat et la paysannerie chinoise n'avaient pas d'abord conquis le pouvoir politique, exercé leur dictature sur les ennemis du peuple.

Pendant ces 23 ans, les ennemis du peuple Chinois ne sont pas restés inactifs, les ennemis de l'intérieur : ceux qui voulaient ré-introduire le capitalisme en Chine, et que la Révolution Culturelle a liquidés. Les ennemis de l'extérieur : l'impérialisme, avec à sa tête l'impérialisme US, puis le social-impérialisme soviétique, qui se sont entendus pour tenter d'abattre la Chine Rouge.

Le 23^{ème} anniversaire marque la fin d'une année de victoires diplomatiques, de victoires politiques éclatantes pour la ligne prolétarienne du P.C.C. dans sa lutte contre l'impérialisme et le social-impérialisme. Le 25 octobre 71, par une majorité écrasante, la Chine retrouve à l'ONU la place qui lui revenait de droit. La clique de Tchong Kai Chek est expulsée. Il devient désormais plus difficile à l'URSS et aux USA d'utiliser l'ONU comme instrument d'oppression des peuples.

A cette première défaite au camp impérialiste, s'en ajoute bientôt une autre : le recul de Nixon lors de son voyage à Pékin. L'impérialisme US après avoir affirmé pendant 23 ans que la seule et unique Chine était Taïwan, est obligé le 28.2.71 de reconnaître que Taïwan est partie intégrante du territoire chinois. Dès ce moment, en même temps que recule le camp impé-

(Suite page 4)

à 6 mois des élections

BATAILLE ENTRE LES PARTIS BOURGEOIS POUR LA GESTION DES INTERETS DU CAPITAL

La proximité des élections amène les différentes formations politiques de la bourgeoisie à préciser leurs intentions, leurs alliances, bref à se placer au mieux pour gagner les suffrages des travailleurs lors du grand cirque électoral de mars 73. Quelles sont les possibilités que le camp de la bourgeoisie est prêt à utiliser pour duper les exploités ? Il y en a essentiellement 3 :

garder l'u.d.r. comme parti dominant

La 1^{ère} c'est le maintien de la solution actuelle ; les 3 partis aujourd'hui au gouvernement continuent de se partager les sinécures ministérielles, la plus grosse part revenant à l'UDR. Les défenseurs de cette situation, sont avant tout les membres de l'UDR eux-mêmes. Leur position hégémonique au sein du gouvernement depuis 58, les UDR l'ont justifiée par le rôle historique du gaullisme, "grand rassembleur de la nation française", par la doctrine gaulliste qui ferait de l'UDR un parti au-dessus des clans et des classes. Les élections de 68 lui ont donné la majorité absolue au parlement. Ces thèmes sont toujours rabachés par les Chirac, Sanguinetti, Debré, etc qui refusent avec acharnement de remettre en cause le rôle dirigeant de l'UDR dans la majorité gouvernementale. Les dernières déclarations de Messmer, appelant l'UDR à répondre "aux gifles par des coups de poings" vont dans ce sens : on veut nous enlever notre rôle dirigeant, battons nous ; ce "on" imprécis englobe aussi bien l'union de la gauche que les partenaires de l'UDR !

enrôler les centristes d'opposition,

diminuer le rôle de l'u.d.r.

La 2^{ème} possibilité c'est la constitution d'une nouvelle équipe gouvernementale regroupant outre les 3 partis de la majorité actuelle, les centristes d'opposition, c'est-à-dire les partis de Lecanuet et Servan Shreiber. Cette nouvelle solution est préparée de longue date. Rappelons ce que disait Giscard d'Estaing il y a un an au congrès national de son parti, les "républicains indépendants" : "Nous appellerons (pour les élections de 73), ceux qui se trouveront aux frontières de la majorité et leur demanderons de nous rejoindre dans celle-ci"; et Giscard de soi-disant s'abstenir de toute déclaration politique jusqu'à aujourd'hui, alors qu'il téléguide en coulisse chacun des éclats de Poniatowski. Comme cette déclaration du 16.1.72 : "Je m'efforce surtout de préparer une majorité renouée, dirigée vers le centre, modifiée dans son équilibre et qui dépendra de nous pour l'exercice du gouvernement, dans le sens et avec les orientations que nous entendons lui donner". On ne peut être plus clair. Mais il n'est pas le seul à vouloir rogner les ailes de l'UDR, et modifier l'équilibre au sein de la majorité actuelle. D'une part les centristes de gouvernement aussi font des appels pressants aux centristes d'opposition : renforcez le camp centriste à l'intérieur du gouvernement, nous y avons tous les deux intérêt disait en substance Fontanet à Lecanuet. D'autre part Lecanuet et Servan Shreiber viennent de fournir leur réponse à cet appel lors de la dernière conférence de presse du mouvement réformateur : d'accord pour participer au gouvernement après les élections, notre présence dans l'opposition pouvant nous valoir quelques 60 à 120 sièges, alors que l'UDR en

perdra près de 100. Bref, les partis de Giscard, Fontanet, Lecanuet, sont prêts à s'entendre pour ôter à l'UDR son rôle dominant.

des scandales qui s'expliquent

De telles perspectives d'alliance qui, visiblement ne datent pas d'aujourd'hui, éclairent d'un jour nouveau la série des scandales qui depuis plus d'un an éclatent régulièrement. Le 7 septembre Front Rouge soulignait que tous les scandales (garantie foncière, ORTF, feuille d'impôt de Chaban, police et prostitution à Lyon...) touchaient un seul parti : l'UDR. Le scandale déclenché depuis par Aranda, n'échappe pas à cette règle ! A l'évidence ces affaires profitent aux Giscard, Lecanuet... qui, les manœuvres citées plus haut le prouvent cherchent à discréditer l'UDR. Le feu roulant des scandales, est trop bien nourri, trop bien entretenu, trop bien dirigé, pour qu'on n'y voie pas la main de ceux là même qui en profitent. Par exemple la feuille d'impôts de Chaban a-t-elle disparu du ministère des finances sans que Giscard, le ministre responsable, en ait eu connaissance ? par exemple le torchon fasciste "Minute" a-t-il pris l'initiative de publier le premier, les révélations sur ces scandales, sans l'accord de GRIOTTERAY principal actionnaire de ce journal, et aussi député giscardien ? par exemple un ministre des finances a-t-il déclenché des enquêtes sur l'immobilier sans savoir qu'au bout était l'inculpation de Rives Henrys député UDR ? Par exemple, est-ce un hasard si le scandale Aranda provient des dossiers de Chalandon cet ex-ministre UDR suffisamment mécontent d'avoir perdu sa sinécure pour le faire savoir publiquement

(Suite pages 2 et 3)

UN INDICE DES PRIX "FRONT ROUGE" une arme contre la bourgeoisie et les révisionnistes

L'INSEE reconnaît qu'en juillet, les prix ont montés de 0,8 %, en août de 0,5 %. C'est bien le moins que puisse faire cet organisme gouvernemental lorsque la bourgeoisie avoue que le beefsteack a augmenté de plus 30 % en 3 ans. F.R. N° 19 a montré le rôle de L'INSEE, de quelle manière son indice est truqué. Voici un exemple supplémentaire des manipulations auxquelles est soumis l'indice avant sa publication : le SMIC est automatiquement relevé si le coût de la vie a augmenté de 2 % depuis le dernier relevement ; ces 3 derniers mois d'après l'INSEE l'augmentation a été de 1,9 %... a 0,1 % près, le SMIC ne sera donc pas revalorisé : c'est un mois que la bourgeoisie a gagné.

Tout cela n'empêche pas la bourgeoisie d'organiser une grande campagne sur le pouvoir d'achat des ouvriers qui, en dépit de l'inflation ne cessait de monter. En effet, et toujours d'après les statistiques fournies par la bourgeoisie, si les prix montent, les salaires grimperaient encore plus vite, plus de 11 % en un an dans le secteur privé. Mais aucune précision quant à la nature des "salariés" qui bénéficient de telles augmentations. Une chose est certaine : les luttes actuelles qui portent sur les salaires montrent que beaucoup d'ouvriers ne les ont pas touchés ces 11 %.

Même son de cloche du côté des révisionnistes "les indices qui servent à l'évaluation de l'augmentation de salaires publiés par l'INSEE ne concernent que les travailleurs du secteur privé, dont l'augmentation moyenne est légèrement supérieure à 10 %". Ainsi, Séguy dans cet interview accordé au Monde le 28.9.72, prend pour argent comptant les chiffres four-

nis par l'INSEE, et il ajoute : "selon notre indice, la hausse des prix est de 8 % soit 2 % du pouvoir d'achat." Séguy comme Pompidou tente de faire croire à la classe ouvrière que ses conditions de vie peuvent s'améliorer en régime capitaliste.

Chacun fait de son mieux pour camoufler cette loi générale du capitalisme monopoliste d'état qui est la baisse du salaire réel, c'est à dire que l'ouvrier peut de plus en plus difficilement acquérir les marchandises qui lui sont nécessaires pour renouveler sa force de travail. Seules, les luttes que mènent la classe ouvrière peuvent faire reculer, momentanément le capital, et maintenir les salaires à un niveau permettant aux ouvriers de survivre. Mais la bourgeoisie ne tarde pas à récupérer ce qu'elle a été contrainte de lâcher, et ce bel exemple est mai 68.

Chaque ouvrière qui fait son marché se rend compte que tout augmente, donc que les fins de mois sont de plus en plus difficiles. Toutefois l'intoxication diffusée par la bourgeoisie, mêlée aux illusions répandues par les révisionnistes, sème la confusion et tiennent soigneusement dans l'ombre les mécanismes de l'exploitation capitaliste.

Nous ne pouvons pas simplement nous contenter d'affirmer que l'indice de l'INSEE est truqué, ce celui des révisionnistes, comme leur revendication d'échelle mobile, masque les fondements du régime capitaliste, ne défend pas les intérêts de la classe ouvrière. Pour combattre la bourgeoisie et les révisionnistes, il nous faut établir notre propre indice qui montrera que le salaire réel des ouvriers baisse en régime capitaliste.

Il n'est pas question, à partir de cet indice de revendiquer une quelconque

échelle mobile. Ce doit être une arme supplémentaire dans la lutte contre la bourgeoisie et les révisionnistes, cette arme devra aider à montrer que les révisionnistes se font les complices de la bourgeoisie dans ses tentatives de mystifier la classe ouvrière.

Cette arme devra aider à montrer qu'en régime capitaliste il n'y a pas d'amélioration durable et qu'il est nécessaire de renverser la bourgeoisie par la révolution pour amener ces améliorations durables.

En premier lieu il faut établir un budget qui reflète les dépenses réelles d'une famille ouvrière pendant un mois, en précisant la part respective des diverses catégories de dépenses (alimentation, habitation etc...) Ce budget permettra un second lieu de vérifier et de mesurer les variations du salaire réel d'un ouvrier. Cet indice sera d'abord trimestriel. Les camarades de Front Rouge doivent participer à la mise au point de cet indice : les camarades ouvriers envoieront à Front Rouge leur budget établi suivant les indications ci-contre. Tous les lecteurs doivent populariser cette initiative, et y associer les ouvriers qu'ils connaissent.

Les principaux produits ou services nécessaires à un ouvrier pour renouveler sa force de travail, peuvent être répartis dans l'un des 13 postes ci-dessous ; il suffit donc de relever chaque dépense et de reporter dans le poste correspondant au produit acheté. Par exemple la dépense pour le beefsteak devra être portée dans le poste "viande" à l'intérieur du poste "alimentation".

- 1. — ALIMENTATION**
Ce poste devra être divisé en 2 grandes catégories :
1. poste viande, car il représente une part importante de l'alimentation.
2. un poste qui englobe le reste de l'alimentation
Bien préciser également les dépenses de cantine
Indiquer le type de magasin où sont effectués les achats (supermarché, épicerie...)
- 2. — HABITATION**
Ce poste comprend le loyer (qui n'est compté que pour 4 % dans l'indice INSEE), les charges et impôts immobiliers...
Indiquer le type de logement ; appartenance dans un immeuble ancien, HLM, foyer...
- 3. — CHAUFFAGE**
- 4. — EAU, GAZ, ELECTRICITE**
- 5. — HYGIENE, ENTRETIEN DU LOGEMENT**
Par exemple, lessive, savon, ainsi que produits de beauté...
- 6. — SANTE**
Les dépenses de santé (visite chez le docteur, médicaments...) qui ne sont pas remboursées par la Sécurité Sociale, ainsi que les pertes de salaires provoquées par un arrêt de maladie.
- 7. — TRANSPORT INDIVIDUEL**
Traites de voiture, mobylette, réparations, assurance, vignette, essence.
Préciser si ce moyen de transport est utilisé pour se rendre à l'usine.
- 8. — TRANSPORT EN COMMUN**
Particulièrement dans les grandes villes, ce sont surtout les frais de déplacement pour se rendre au boulot.
- 9. — VETEMENT, LINGE.**
- 10. — CIGARETTE, TABAC**
- 11. — LOISIRS, JOURNAUX, SERVICES (coiffeur par exemple)**
- 12. — FRAIS DE GARDE D'ENFANTS, FRAIS SCOLAIRES**
- 13. — APPAREILS ELECTRO-MENAGERS, MEUBLES**
(traites, crédits pour acquérir les meubles...)

Jaeger-Caen 3^e semaine de lutte coulage des cadences

La troisième semaine de lutte est maintenant engagée. Le patron a donné signe de vie. Pendant les 2 premières semaines, c'était le silence complet, en apparence du moins, en réalité, il suit de très près l'évolution de la situation. Il a même organisé par l'intermédiaire de la maîtrise la reprise du travail au rendement sur une chaîne où quelques filles étaient moins dédiciées et quelques autres franchement hostiles au mouvement. Depuis le début du mouvement, la CFDT noie le poisson, joue à la grande démocratie. Ils ont tenté de faire passer leur thème du "contrôle ouvrier" sous la forme d'une revendication portant sur des diminutions de cadences que les ouvrières imposeraient elles-mêmes. Le tract du 13 septembre se termine par une invitation aux ouvrières à "continuer l'action en déterminant des maintenant et elles-mêmes ce qui devrait être en réalité l'allure de travail". Ils n'ont pris position pour la revendication du salaire fixe que presque une semaine après le début de l'action. Vendredi 22, ils ont organisé un meeting d'information pour annoncer que la direction convoquait les syndicats de toutes les usines de la société pour discuter "des problèmes relatifs au rendement" le 3 octobre. Une note de service montre qu'il s'agit en fait de constituer "un groupe de travail" pour engager "une étude" mais absolument pas de répondre à la revendication de salaire fixe des ouvrières. Pourtant la CFDT laisse croire aux filles que la direction leur proposera quelque chose le 3 octobre, qu'il faut tenir jusque-là.

Les marxistes-léninistes ont participé activement dans la mesure de leurs moyens à la mobilisation ; ils ont été guidés par le principe suivant : ne pas se contenter de critiquer les syndicats en restant à l'écart soi-même. Aussi dès le début ils ont avancé des propositions concrètes. Ils ont été les premiers à avancer la revendication de salaire fixe sur la base de 120 (rendement maximum), proposition reprise par les ouvrières, qui, ensuite, ont obligé la CFDT à prendre position sur ce point.

Dans leur propagande les marxistes-léninistes articulent les propositions concrètes quand à la lutte en cours, avec les révélations politiques qui portent essentiellement sur 3 points : les cadences : face à la crise de l'impérialisme mondial, les capitalistes pour maintenir leur taux de profit, sont obligés de renforcer toujours plus l'exploitation.

le révisionnisme : pourquoi la CGT ne dit rien et s'oppose à la lutte ? Parce que le programme PS/PC garde un silence prudent sur la question du salaire au rendement, et pour cause ; en 47, les révisionnistes ont été les premiers à aider l'impérialisme français à passer le cap, en introduisant le salaire au rendement dans les mines. — le reformisme de la CFDT : la lutte idéologique contre eux est plus difficile car leur trahison est bien moins visible. Après un tract dénonçant le "contrôle ouvrier" qui sert à détourner les ouvrières de la question de la prise du pouvoir politique, le dernier tract des marxistes léninistes portait sur la dénonciation du "groupe de travail" vers lequel lorgne maintenant la CFDT.

Dans cette lutte les marxistes léninistes partent des problèmes que se posent les ouvrières (le salaire au rendement) pour apporter un certain nombre de révélations politiques et avancer notre perspective stratégique de la révolution prolétarienne. Mais en même temps ils avancent une revendication immédiate et des perspectives pour la faire aboutir. Envisagée ainsi, leur propagande a une toute autre répercussion sur les ouvrières.

* L'article de F.R. 38 pouvait laisser croire que les marxistes-léninistes s'étaient contents de reprendre un mot d'ordre que les ouvrières avaient formulé elles-mêmes.

fin septembre, correspondant Mayer.

phildar-roubaix grève contre les salaires au rendement

Le 19 septembre les ouvriers du service des Docks de Phildar à Roubaix, décident de se mettre en grève devant le refus de la direction de satisfaire leurs cahiers de revendications. Ils réclament :

- 70 à 80 centimes d'augmentation à l'heure.
 - suppression des rémunérations liées aux rendements.
 - disparition des écarts de salaires pour des ouvriers faisant le même travail.
 - amélioration des conditions de travail, en particulier les cadences.
- Prise à l'initiative d'une équipe, la décision de grève s'étend très vite à l'ensemble des 80 ouvriers du service Dock qui sont tous de jeunes travailleurs. Ils refusent immédiatement le chantage du patron qui propose de discuter si le travail reprend, et décident de populariser leur grève. Des tracts sont diffusés par les grévistes devant les autres usines du groupe Mullier-Lestienne et sur les marchés de Roubaix, des collectes sont organisés. Ils appellent à la constitution d'un comité de soutien qui se forme le 25 septembre.
- Le 26, ils constituent un piquet pour bloquer les camions qui viennent chercher la laine. La direction inquiète, recourt à nouveau au chantage : discuter si le piquet est levé. Devant le refus ferme des grévistes, elle fait appel aux flics qui interviennent plusieurs fois dans la journée du 26, puis attaquent le piquet dans la nuit, et embarquent une trentaine d'ouvriers au commissariat.
- Nos camarades de Roubaix, présents dès le début aux côtés des grévistes nous ont envoyé la correspondance suivante le 23 septembre :

Pourquoi cette grève ? Un scandaleux calcul des salaires. Chaque heure est divisée en 100 tops, ce qui correspond à un salaire horaire de 6,73 F environ, si les 100 tops ont été tenus. Comment ce système se traduit-il dans la réalité ? 1^{er} exemple : les gars ont "droit" à 20 mn pour déjeuner ; mais ils doivent rattraper ces 20 mn en accélérant leur rythme, jusqu'à rattraper une moyenne de 100 tops par heure sur la journée. Cela correspond à un accroissement incroyable des cadences de travail. De même le gars qui "perd" 10 mn pour aller aux chiotes, doit rattraper, s'il veut garder son salaire de base.

Mais le plus scandaleux, c'est le système des primes !
1. En plus de leur salaire les gars peuvent toucher une prime trimestrielle, calculée sur la base de leur salaire et qui correspond, suivant "les affaires de l'entreprise" de 18 à 20 % du salaire. Mais cette prime est aussi basée sur le taux de présence de l'ouvrier : un gars malade voit sa prime baisser considérablement. Le patron tient aussi compte de "l'esprit de travail", de "l'esprit d'équipe", bref une prime "à la cote d'amour" selon l'expression des ouvriers.

2. La prime d'erreur. Vu les cadences et les conditions de travail, le risque d'erreurs est grand. Alors le patron a institué une "prime d'er-

rendement. A cette revendication essentielle les grévistes joignent maintenant le paiement des heures de grève. La CGT a impulsé une réunion de commission paritaire bideon qui a proposé 10 centimes d'augmentation que les ouvriers ont refusé énergiquement. La CFDT soutient en gardant ses distances, en gattant les "bulles" de la CGT. Elle ne dirige pas la grève qui est "laissée" à l'initiative des éléments actifs.

Nous allons participer au comité de soutien pour :
— populariser les justes revendications
— impulser les initiatives.

En même temps nous développerons un travail autonome marxiste-léniniste pour expliquer que Phildar est un cas typique dans le régime capitaliste monopoliste, et que seule la révolution prolétarienne et le socialisme feront disparaître tous les aspects de l'exploitation capitaliste. Nous mettrons aussi en lumière le rôle des révisos et des réformistes.

VIVE LA GREVE DES OUVRIERS DU SERVICE D'EXPLOITATION PHILDAR.

Correspondant Roubaix

nantes: débrayage général dans le bâtiment

Dans le pays de Nantes, les entreprises du bâtiment et des travaux publics sont en grève illimitée !
Le 14 septembre les travailleurs de Coignet se sont mis en grève ; vite ils ont été rejoints par ceux de Grossin et d'Étpe. Depuis le 22 septembre, Ducasson, Guignou, Carrières et Travaux Rineau, se sont joints au mouvement. C'est donc plus d'un millier d'ouvriers du bâtiment qui sont en grève illimitée !

Par ailleurs dans toute la Loire atlantique, en particulier dans le pays de St-Nazaire, de nombreux débrayages ont lieu dans le bâtiment.
Le motif de la grève : 40 centimes de plus par heure. En effet, 40 % des travailleurs du bâtiment gagne moins de 1.000 F (base 40 h).

Certaines entreprises ont mené des tentatives d'intimidation, en particulier chez Coignet, où la direction pour faire croire aux grévistes à une reprise du travail, a employé un personnel intérimaire pour faire rouler des camions. La détermination des travailleurs est loin d'être ébranlée surtout que la solidarité des autres corporations (métallurgie...) se fait ressentir par un soutien financier et moral.

Ce matin il y a eu un débrayage général du bâtiment (avec appui des autres professions) et une manifestation suivie d'une réunion à Nantes ; les ouvriers du bâtiment doivent rencontrer les patrons aujourd'hui.

correspondant Penhoët le 29/9

les socialistes SFIO-PS bourreaux du peuple algérien



La vieille SFIO archi-pourrie a tenté de ravalier sa façade en changeant son nom en "Parti Socialiste". D'où viennent ces socialistes là ? Depuis des dizaines d'années, et en particulier depuis la 2^e guerre mondiale, ils ne sont qu'un parti bourgeois, un parti du capital financier. Brandissant, de temps en temps, quelques lambeaux de phrases "socialistes", ils se sont régulièrement chargés d'exécuter avec zèle, au service de l'impérialisme français, les plus sales besognes : le sabotage de la Résistance, la repression de la classe ouvrière, en 48 notamment, les massacres coloniaux.

Il ne s'agit pas de crier au scandale sous prétexte que le P."C".F., se prostituerait en concluant une alliance "contre-nature" avec le PS ! Il s'agit au contraire de montrer que plus rien au fond ne sépare le P."C".F., parti bourgeois, de cet autre parti bourgeois : le PS. Que c'est cela "l'unité de la gauche" !

Les politiciens de la SFIO ont joué un rôle de premier plan dans le massacre du peuple algérien. Dès le début de l'insurrection algérienne, en avril 55, ils votent sans hésiter les mesures "d'état d'urgence" réclamées par le gouvernement Edgar Faure. Pour le peuple algérien cela veut dire :

— les effectifs de l'armée coloniale passent de 60 000 à 100 000 hommes. — le principe de la "responsabilité collective", appliqué par les nazis, qui légalise désormais les représailles massives contre la population.

— le "regroupement", c'est-à-dire le passage forcé de la population derrière les barbelés de nouveaux camps de concentration.

Pour les socialistes ce n'est qu'un début.

guerre coloniale. C'est le gouvernement Mollet : Guy Mollet, président du Conseil, flanqué du "socialiste" Max Lejeune, secrétaire d'état à la guerre, et du "socialiste" Alain Savary, comme "responsables aux affaires tunisiennes et marocaines". A noter que le secrétaire de la fédération "socialiste" d'Alger n'est autre à l'époque qu'un certain Ceccaldi Reynaud commissaire de police, aujourd'hui maire de Puteaux, qui s'illustre en faisant tirer sur des colleurs d'affiches (1 algérien assassiné), et intimement lié aux scandales des tours de la Défense.

Guy Mollet lors de sa visite en Algérie, en février 56, ne mache pas ses mots : "les liens entre la métropole et l'Algérie sont indissolubles... Si la France devait perdre l'Algérie et par la même toute l'union française, alors il n'y aurait plus de France... Avant toute chose le premier problème qui se pose à l'Algérie, c'est de rétablir l'ordre républicain... Les chefs et les troupes méritent la confiance de la Nation".

Ce chef "socialiste" se soumet complaisamment aux exigences des colons d'Alger les plus fascistes. Jugent-ils le gouverneur général trop "mou" ? Il le remplace par un "ministre résident" : le "socialiste" "La-coste. Jugent-ils le commandant inter armées "trop faible" ? Il le remplace par Salan, titulaire de la francisque pétainiste comme Mitterrand, massacreur des peuples d'Indochine (déc. 56).

2. — LE "SOCIALISTE" LACOSTE ORGANISE LA TERREUR FASCISTE
Dès mars 56, Mollet intensifie à grande échelle la guerre coloniale. L'assemblée nationale, y compris les députés du P."C".F., lui votent des "pouvoirs spéciaux". Il envoie 2 divisions mécanisées stationnées en Allemagne. Il rappelle les disponibles, et envoie le contingent. L'armée coloniale passe de 193 000 à 381 000 hommes.

Dès lors les "socialistes" Lacoste et Max Lejeune ont carte blanche pour organiser la terreur en Algérie : en vertu des "pouvoirs spéciaux", ils ont tout pouvoir de réquisitionner du matériel, de censurer l'information, de muter et suspendre les fonctionnaires, de dissoudre toute association, de perquisitionner jour et nuit, d'assigner à résidence, de fusiller pour désertion, pillage, terrorisme etc...
Mun, des "pouvoirs spéciaux", Lacoste et Max Lejeune multiplient les "centres d'hébergement", c'est-à-dire les camps de concentration, les camps de torture : dès le 11 avril 56, Lacoste donne cette directive claire : "Je signale l'intérêt qui s'attache à l'organisation des centres d'interrogatoire communs où l'armée ainsi que les



"Balayez-moi tout ça" disait Mitterrand en parlant des patriotes algériens différents services de police et de gendarmerie travaillent ensemble en vue d'accélérer les enquêtes préliminaires ou officieuses. De tels centres fonctionnent à Orléanville et à Constantine. Ils doivent donner satisfaction". Rien qu'en 56, il y aura officiellement 8 000 "assignations à résidence" dans des "centres de triage".

3. — LACOSTE, LEJEUNE, MASSU, ETAT MAJOR DE TORTIONNAIRES
Lacoste se surpassera, à partir de 1957. C'est lui et son "camarade" Max Lejeune qui, pour mater la grève déclenchée par le FNL à Alger même, lanceront Massu et sa 10^e D.P. pour boucler la ville et y organiser la terreur.

De janvier à octobre, 5 000 personnes au moins "disparaissent" à Alger. 24 000 sont "assignées" à résidence" dans des "centres de transit" où elles sont torturées par milliers. Sans compter les milliers et milliers d'Algériens arrêtés, torturés, avant d'être relâchés. C'est le "socialiste" Ceccaldi-Reynaud qui dirigeait alors l'un de ces centres de "transit", celui de Beni-Messous. A côté des "centres" officiels, se multiplient pendant cette période les salles de torture "officieuses", où opèrent les "ultras", futurs OAS (Sidi-Ferruch, El-Biar, Villa Susini, Ecole Sarrrouv, La Redoute).

C'est du 3 au 16 février 57 que sont guillotines 16 patriotes algériens dont le militant communiste Fernando Yveton. A noter que le garde des sceaux qui couvre ces exécutions n'a (pas encore) l'étiquette "socialiste" : il s'appelle Mitterrand.
Pendant ce temps à la Chambre, Guy Mollet pousse des hauts cris de vertu offensée quand on lui parle de torture en Algérie : "Je suis indigné par

pour établir l'indice des prix envoyez vos budgets à FRONT ROUGE BP 47/69397 Lyon CéDEX 3

éditorial

et justifier par ces mots son ancien collaborateur. "Il a été traumatisé par les attaques dont j'ai fait l'objet et qu'il estime injustes, et il a été traumatisé aussi je crois par les conditions dans lesquelles nous, mes collaborateurs et moi, avons quitté le ministère." Par exemple est-ce toujours par hasard si le jour même Aranda après avoir dénoncé de nombreux députés UDR, s'affirme convaincu de l'honnêteté de Pompidou, de Chandonnet et de Giscard.

Toutes ces questions, toutes ces coïncidences finissent par former un faisceau de preuves : la classe des capitalistes tolère la mise à nu de quelques faits de corruption de ses policiers, de ses parlementaires, parce que de telles révélations de toute façon limitées et contrôlées favorisent la mise sur pied de nouvelles alliances entre partis bourgeois éventuellement de changer d'équipe de gestionnaires au gouvernement si l'UDR trop discrédité devant les masses. Cela ne veut pas dire que la bourgeoisie a déjà fait son choix : la forme du suffrage universel lui permettra de tester après les élections de 73 le combinatoire plus capable de dupes les exploités. Pour l'instant la bourgeoisie maintient plusieurs fers au feu.

le recours à l'union de la gauche
La 3^{ème} solution envisagée par la bourgeoisie c'est de recourir à l'union de la gauche. Perpétuer dans la classe ouvrière l'illusion qu'elle peut faire cesser son exploitation, prendre le pouvoir par les élections, est vital pour la bourgeoisie. Ainsi elle empêche le prolétariat de découvrir

suite de la page 1

se de son salaire réel, augmentation des cadences pour relever l'économie capitaliste.
De même aujourd'hui la bourgeoisie recourra à l'union de la gauche pour gérer ses intérêts si les autres combinaisons se révèlent insuffisantes pour faire passer certaines mesures contre la classe ouvrière. Le P."C".F. a prouvé que, contre des fauteuils ministériels, il pourrait utiliser toute son influence tout son appareil pour faire passer ces mesures.

le pouvoir est au bout du fusil

Toutes ces solutions auxquelles peut recourir la bourgeoisie pour maintenir sa domination doivent être dénoncées comme telles. Au delà des contradictions bien réelles entre les différents partis bourgeois, y compris le P."C".F., tous avides d'accéder au gouvernement, d'y conquérir de meilleurs postes ministériels, jamais les intérêts de la bourgeoisie ne seront lésés, jamais son appareil d'état attaqué. C'est contre cet appareil d'état que la classe ouvrière doit diriger ses coups et briser par la violence révolutionnaire cette armée, cette police. C'est à cette tâche que le parti marxiste-léniniste doit rallier le prolétariat.

lyon - belle-étoile escroquerie du patron... ..et de la CGT

La société ARA (Audiocourt Rhone-Alpes) emploie environ 250 ouvriers répartis sur plusieurs chantiers qui travaillent pour le groupe Rhône Poulenc. En 1966, la section CGT d'ARA Belle Etoile est passée entre les mains d'un révisionniste qui cumule les fonctions (délégué du personnel, secrétaire de cellule du P."C".F., candidat aux dernières élections municipales à St-Fons). Depuis, la section CGT par sa politique de collaboration de classe, s'est totalement coupée de la masse des travailleurs d'ARA Belle Etoile.

En 1967, sur l'initiative de la section CGT, une partie de la prime de déplacement versée aux ouvriers d'ARA fut incorporée au salaire. Cette opération, qui se traduisait par une augmentation du taux horaire, présentait pour la CGT l'avantage d'élever le montant des cotisations : en effet le prix du timbre syndical est fixé à une heure de travail par mois.

Mais lorsque vint le paiement des congés annuels, les travailleurs d'ARA s'aperçurent que ces congés avaient été calculé sur la base de l'ancien taux horaire. Cela représentait, pour 115 ouvriers, une perte de 300 F en moyenne.

Face à cette escroquerie, deux ouvriers décidèrent de se présenter indivi-

dès la rentrée de septembre... de nombreuses luttes...



duellement devant le conseil des-Prud'hommes. Après cela, la section CGT se mit en action. Elle affiche un papier sur lequel on pouvait lire : "liste du personnel qui sera représenté devant le Conseil des Prud'hommes... Les personnes oubliées sont priées de se faire connaître auprès de leurs délégués d'ateliers".

Apparemment les révisionnistes de la CGT étaient donc décidés à défendre les travailleurs. Mais ils avaient "oublié" de préciser dans leur affiche que chaque ouvrier, s'il voulait être représenté aux Prud'hommes devait verser à la section CGT 20 F "pour frais de justice". Seuls 40 ouvriers acceptèrent de verser cette somme, et ceux-là seulement furent représentés par la CGT. Un certain nombre de syndiqués déchirèrent leur carte pour protester contre cette escroquerie.

Cela se passait en 67 et ne constitue que le 1^{er} épisode de l'affaire. En effet, le procès a lieu en septembre 72 et gain de cause a été obtenu. Mais au moment de remettre aux 40 ouvriers la somme qui leur était due, la section CGT décida de retenir sur cette somme une moyenne de 30 F encore une fois "pour frais de justice". Finalement, c'est 50 F que la CGT a encaissé sur le dos de chaque ouvrier, soit un total de

Correspondant A.R.A.

la voie polonaise vers le « socialisme » mène droit au capitalisme...

Dans la foulée de l'exhibition MAR-CHAI-PEYREFITTE à la télé sur le "socialisme", l'humanité tente de montrer que l'objectif n°1 des dirigeants polonais est de satisfaire les besoins des masses. Aussi l'huma s'étend-elle largement sur le blocage des prix depuis 2 ans et l'augmentation des salaires, mais elle ne dit pas qu'en Pologne révisionniste, un cadre peut toucher de 30 à 40 fois plus qu'un ouvrier (alors qu'en Albanie socialiste l'échelle des salaires est de 1 à 3). L'huma prétend que de gros efforts sont faits pour loger les ouvriers. "300.000 appartements construits entre 56 et 71", alors que de l'aveu même de Gierek au 6^{ème} congrès du POUP (le P"CC polonais) en décembre 71, "un million de familles attendent un logement" et qu'en 71, sous Gierek, on a construit 5.000 logements de moins qu'en 70, sous Gomulka. "L'humanité" prétend qu'il n'y a plus de chômage en Pologne, mais elle ne dit pas qu'en Pologne révisionniste, des ouvriers sont obligés d'émigrer, et que ce trafic est organisé par la clique Gierek : c'est ainsi que l'entreprise polonaise BUMIDEX envoie des ouvriers polonais construire des logements à ... Lunenburg en République Fédérale Allemande: des ouvriers polonais vont travailler pour le compte des capitalistes allemands. Gierek vient-il en France signer des contrats de ce genre ?

Et c'est sans doute aussi pour "satisfaire les besoins des masses" qu'on voit dans les villes polonaises de plus en plus de prostituées... et d'églises en construction !

VOIE SOCIALISTE OU VOIE CAPITALISTE ?

Dans quelle voie est engagée la Pologne, celle du socialisme ou celle du capitalisme ? Dès la Libération de la Pologne, en 45, Gomulka, le dirigeant du POUP, parlait d'une "voie polonaise vers le socialisme", d'un "communisme sans larme" : ce qu'il entendait par là, c'était repousser la construction du socialisme en Pologne, la collectivisation des campagnes, la socialisation de l'industrie et la lutte contre l'obscurantisme religieux. En 48, Gomulka est critiqué, exclu du Parti et emprisonné. Après la mort de Staline, et la victoire des révisionnistes krouchtchevistes en URSS, Gomulka revient au pouvoir en 56, ses premières décisions sont de libérer le cardinal Wysinski, agent du vatican donc de l'impérialisme, et de dissoudre 85% des coopératives agricoles qui s'étaient créées entre temps. Quand, à la faveur

de la révolte ouvrière de GDANSK, en décembre 70, Gierek a éliminé Gomulka, il a critiqué certaines erreurs de son prédécesseur, de mauvaises méthodes de travail, mais il n'a pas remis en cause les options fondamentales de la ligne révisionniste gomulkiste, puisqu'il déclarait en 71 au 6^{ème} congrès du POUP, "la ligne générale du parti approuvée au 5^{ème} congrès du parti (1968) était juste". Et cette ligne est révisionniste à 100% : Gierek n'a fait encore qu'améliorer la dictature de la nouvelle bourgeoisie.

LA REFORME ECONOMIQUE DE GIEREK : RENFORCER LE CAPITALISME DANS L'ECONOMIE POLONAISE

Y-a-t-il socialisation des moyens de production en Pologne ? D'une part après soi-disant 27 ans de socialisme, il y a encore 7.000 entreprises privées qui emploient des centaines de milliers de salariés. D'autre part, en plus de cet important secteur privé, le capitalisme se renforce au sein même du secteur soi-disant socialiste. C'est l'objectif de la réforme Gierek en accroissant l'autonomie des chefs d'entreprise. Ce sont désormais eux qui décideront des salaires, des contrats commerciaux... et même "d'obtenir des meilleures ventes en répondant aux goûts de la population" (huma du 27.9.72). En un mot la concurrence capitaliste. Comme tout cela est incompatible avec un plan socialiste, le plan ne fixera plus désormais que des objectifs globaux, et encore laissera-t-il de larges secteurs de la production à la libre et entière décision des chefs d'entreprise. Ce n'est guère différent de ce que nous connaissons en France, les nationalisations et les "plans" capitalistes ; c'est encore plus proche de ce que proposent les révisionnistes dans leur programme commun. Et pour parfaire le tout, l'économie polonaise, qui était déjà dominée par le social-impérialisme soviétique, le sera désormais aussi par les pays capitalistes. Depuis les réformes Gierek donnent de grandes facilités aux investissements de capitaux étrangers : des capitalistes américains, italiens, britanniques et ouest-allemands sont co-propriétaires d'usines polonaises.

A la campagne, 5,5 millions de polonais sont des paysans individuels qui possèdent à titre privé 85% des terres cultivées. Il y a même, parmi eux, de gros propriétaires qui possèdent des terres de 50 à 100 ha et qui... en plus servent souvent d'experts techniques aux fermes d'état. C'est sur ce secteur capitaliste que s'appuient les réformes



La Pologne révisionniste livrée aux curés et à l'impérialisme US (Photo parue dans l'huma dimanche avec la légende : "la voilà bien la persécution religieuse" ! ! !)

Gierek à la campagne, dont la première a été la suppression des fournitures obligatoires de produits agricoles à l'état par les paysans privés.

L'EPURATION DU PARTI : RENFORCER L'INSTRUMENT DE LA DICTATURE DE LA NOUVELLE BOURGEOISIE POLONAISE

Le POUP, le parti "communiste" polonais, est le meilleur instrument pour permettre à la clique Gierek de restaurer le capitalisme en Pologne. Cette clique reprochait à Gomulka son incapacité : "il faut nettoyer d'une façon plus énergique les rangs du parti de ses éléments démoralisés et opportunistes qui ne pensent qu'à leur propre carrière" disait Gridzien, chef du POUP à Katowice. Et effectivement au cours des 9 premiers mois de 71, 110.500 membres du parti ont été exclus. Mais ce n'était nullement pour prolétariser ses rangs. Gierek dévoilait au 6^{ème} congrès son objectif : "pour le choix des cadres faire attention avant tout aux capacités professionnelles". Ce fut le signal de l'entrée en masse au parti des ingénieurs et technocrates de tout poil. De l'aveu même de Gierek, la moitié des membres du parti, aujourd'hui font partie de l'intelligentsia. L'épuration du parti, depuis les événements de Gdansk, n'est donc qu'un épisode de la lutte pour le pouvoir entre cliques révisionnistes.

LE DIALOGUE AVEC LA BASE, UN ASPECT DE LA DEMAGOGIE REVISIONNISTE

En décembre 70, les ouvriers des chantiers navals de Gdansk et d'autres

ports de la Baltique se révoltaient contre l'oppression de la clique révisionniste polonaise qui venait de décider 20% de hausse des prix. Les manifestants réclamaient le départ de Gomulka et ont incendié 19 bâtiments publics, dont le siège du POUP. 45 morts, 1.165 blessés, et le remplacement de Gomulka par Gierek, tel est le bilan officiel de la révolte de Gdansk. C'est dire que le premier souci de Gierek a été d'apaiser la colère des ouvriers polonais : blocage des prix, augmentation des salaires, accélération de la production de biens de consommation... et le fameux dialogue de base.

Les journaux polonais sont remplis d'articles décrivant Gierek visitant les usines et discutant avec des ouvriers. Tous les journaux ont reproduit la photo de Gierek faisant le baise-main à une ouvrière, et tous s'étendent sur le contrôle exercé par les "conseils-ouvriers". Le 28 janvier 71, le journal "ZYCIE WARSZAWY" vend la mèche en dévoilant que 40.000 seulement des 90.000 membres des conseils sont des ouvriers, et que cette proportion peut descendre à 20% dans les organes de direction, et le journal ajoute plus loin que, dans une usine, "le chef d'atelier contrôlait comme membre du conseil ouvrier, ce dont il était responsable

comme fonctionnaire de l'administration de l'usine". Les conseils-ouvriers sont bien à l'image du parti révisionniste polonais, une sinécure de plus pour les membres de la clique au pouvoir, un instrument de plus de la dictature de cette nouvelle bourgeoisie pour duper les masses. C'est ce même type de conseils ouvriers et de commissions de toutes sortes que nous promettons les révisionnistes français dans leur programme de gouvernement.

D'UNE CLIQUE REVISIONNISTE A UNE AUTRE CLIQUE REVISIONNISTE

En se soulevant à Gdansk en 1970, les ouvriers polonais ont forcé la nouvelle bourgeoisie révisionniste à changer de clique dirigeante, et à céder sur certaines revendications économiques des masses. Gierek a remplacé Gomulka, mais la nature de l'état polonais n'a pas changé ; il est resté un instrument de la dictature de la nouvelle bourgeoisie polonaise, et même, cette dictature s'est renforcée depuis. Ce n'est pas un changement de clique mais la révolution prolétarienne armée qui créera en Pologne les conditions de l'édification du socialisme. C'est ce que prépare le Parti Communiste de Pologne, parti marxiste léniniste du prolétariat polonais.

chine suite de la page 1

rialiste, s'accroissent ses contradictions. Les cliques fantoches s'affolent. Elle craignent de perdre à leur tour le soutien des USA.

L'impérialisme japonais refuse alors de jouer à fond le rôle de gendarme en Asie du sud-est que veulent lui faire jouer les USA. Par la bouche de TANAKA, il vient lui aussi de reconnaître que Taiwan est une province chinoise et établit des relations avec la République Populaire de Chine sur la base des 5 principes de coexistence pacifique. L'impérialisme US perd ainsi la fidélité inconditionnelle d'un de ses plus sûrs alliés jusqu'alors. Quant au fantôme Park-Chung-Hee de Corée du sud, il n'a pas d'autre choix que de signer avec la République Populaire de Corée un traité envisageant la réunification.

Le 23^{ème} anniversaire de la République Populaire de Chine, c'est la victoire grandissante du socialisme sur le camp impérialiste. Les succès remportés sur le front de l'édification du socialisme sont toujours plus grands, la dictature du prolétariat se renforce dans la lutte contre le révisionnisme, l'état impérialiste se dessine autour de la Chine base rouge du socialisme, c'est une victoire du peuple Chinois et de son Parti dirigé par le président Mao, c'est une victoire pour tous les peuples du monde !
VIVE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE
VIVE LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS
VIVE LE PRESIDENT MAO-TSE-TOUNG

en vente
les brochures front rouge
* contre le spontanéisme
* les OS face à l'intensification du travail
2,50 f la brochure (port payé) à front rouge ccp 204-51 lyon

abonnement de soutien
Abonnement d'1 an : cocher la somme choisie
NOM
PRENOM
ADRESSE
50 f. **100 f.** **200 f.**
envoyez ce bon à Front Rouge BP 47 69 397 LYON CEDEX 3

abonnez-vous à front-rouge ccp 204-51 lyon

	France		Etranger	
Pli normal	1 an 6 mois	20 F 10 F	1 an 6 mois	40 F 20 F
Pli fermé	1 an 6 mois	70 F 35 F	1 an 6 mois	100 F 50 F

abonnement d'essai : 3 mois : 5 f

POUR LUTTER CONTRE LE REVISIONNISME ETUDIONS LE MARXISME-LENINISME

L'existence du programme commun PS/PC entraîne pour les marxistes-léninistes d'importantes et d'urgentes tâches de lutte politique contre le révisionnisme.
Nous proposons à nos lecteurs, pour les aider dans ce travail, une sélection d'ouvrages marxistes-léninistes indispensables pour cette lutte.

- sur la ligne révisionniste et la révolution prolétarienne
MARX-ENGELS : "critique du programme de Gotha et d'Erfurt" 3,50 F
LENINE : "La Révolution Proletarienne et le renégat Kautsky" 1,50 F
"La faillite de la 2^e Internationale" 3,50 F
"L'état et la Révolution" 1,50 F
"Citations sur "la lutte contre le révisionnisme" 2,00 F
- sur la ligne révisionniste apparue à l'échelle mondiale dans les années 60
- LETTRES OUVERTES DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS AU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE DE L'UNION SOVIETIQUE; DEBAT SUR LA LIGNE GENERALE DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL : "lettre en 25 points : propositions concernant la ligne générale du mouvement Communiste International" (juin 63). 0,50 F
n° 3 : "la Yougoslavie est-elle un pays socialiste ?" 0,50 F
n° 4 : "des défenseurs du néo-colonialisme" 0,50 F
n° 5 : "2 lignes différentes dans la question de la guerre et de la paix" 0,50 F
n° 6 : "2 politiques de coexistence pacifique diamétralement opposées" 0,50 F
- LES IDEES DU MARXISME LENINISME TRIOMPHERONT DU REVISIONNISME (tome 2) : recueil d'articles contre le révisionnisme yougoslave et soviétique, du journal du Parti du Travail d'Albanie "Zëri i popullit" (1962-63) 2,50 F
- sur le rétablissement du capitalisme dans les pays révisionnistes et sur le social impérialisme soviétique :
- Les révisionnistes restaurent le capitalisme sur toute la ligne en Union Soviétique. Ed. Pékin 1968. 0,85 F
- La clique des révisionnistes de Belgrade, traîtres au marxisme léninisme et agents de l'impérialisme : recueil d'articles du Zëri i popullit 1962-63. 2,50 F
- La position de la République Populaire d'Albanie à l'égard du traité de Varsovie : 1968, par Mehmet Shehu 1,10 F
- Les pressions militaires, base du Diktat et du chantage politique des dirigeants révisionnistes soviétiques : articles du Zëri i popullit. 1,00 F
- L'alliance Soviète-Américaine en action contre le peuple Tchécoslovaque : mai 69, Zëri i popullit. 1,00 F
- La démagogie des révisionnistes Soviétiques ne peut cacher leur visage de traîtres : janvier 69, Zëri i popullit. 1,00 F
- La classe ouvrière des pays révisionnistes doit livrer bataille et rétablir la dictature du prolétariat : mars 68, Zëri i popullit. 1,00 F
- sur l'histoire du P"CC F :
- Classe contre classe : (III^e Internationale, 1929) 15,00 F
- Le P"CC F devant l'Internationale (III^e Internationale, 1931) 3,00 F
En vente à la Librairie Populaire :
- Vente directe : 226, rue Duguesclin, 69003 Lyon (13 h - 19 h 45)
- Par correspondance : BP n° 84 - 69397 Lyon Cédex 3
CCP n° 7435-58 Lyon.